

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 AVRIL 2014**

**Nombre de Conseillers : 19**  
**Présents : 15 (14 au point 10)**  
**Pouvoir : 4**

L'an deux mille quatorze et le quatorze avril, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

**PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BOISBOURDIN Philippe, GUILBERT Sandrine, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.**

**Absents et excusés :**  
**GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)**  
**LAMBERT Eliane (pouvoir à BERGEZ Danielle)**  
**BESSONE Eric (pouvoir à BUISINE Serge)**  
**SCHLICHTER Danièle (pouvoir à DIETRICH WEISS Elisabeth)**

Monsieur LE MAIRE expose qu'au début de chaque séance, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Il propose aux membres de l'assemblée délibérante de désigner le secrétaire de séance sans utiliser le vote secret.

A l'unanimité, il est décidé d'utiliser le scrutin public pour la désignation du secrétaire de séance.

A l'unanimité, Mme Elisabeth DIETRICH-WEISS est désignée secrétaire de séance.

**Lecture des décisions : aucune**

**Lecture du compte rendu : adopté sans observations**

### **1. DELEGATIONS AU MAIRE (L2122-22 C.G.C.T.)**

Madame la 2<sup>ème</sup> Adjointe donne lecture de la délibération.

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Mme la 2<sup>ème</sup> Adjointe rappelle que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale,

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE UNIQUE** : De confier à Monsieur LE MAIRE pour toute la durée du présent mandat les délégations suivantes :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2° De fixer, dans les limites de 1000 € par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 6° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 15° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ; cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions au fond comme en référé

(T.I., T.G.I., Prud'hommes, Tribunal de police, Tribunal correctionnel, Cour d'assises, Cour d'appel, Cour de Cassation, Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel, Conseil D'Etat) et pour les compétences reconnues à ces mêmes Tribunaux ;

**16°** De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

**17°** De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

**18°** De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

**19°** De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal soit 200 000 € ;

**20°** D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

**21°** D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

**22°** De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

**23°** D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

S'agissant du point 8° « d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges », Mme BERTHIAUX souhaite connaître le nombre de dons et le montant.

M. LE MAIRE s'engage à lui fournir la réponse au prochain Conseil Municipal.

Mme BERTHIAUX fait référence au point 15° portant sur les actions en justice et désire savoir combien de procès sont en cours.

M. LE MAIRE indique que s'il a bonne mémoire, il n'y aurait qu'un seul contentieux porté en Conseil d'État contre l'arrêté ministériel ne reconnaissant pas le Thoronet en l'état de catastrophe naturelle, cependant l'ensemble des informations sera confirmé lors de la prochaine séance.

M. LE MAIRE répond également aux interrogations portant sur le point 19° « autorisation donnée au Maire de réaliser les lignes de trésorerie » ; il explique ainsi qu'en comptabilité, lorsqu'il manque de l'argent, on a le droit de faire une ligne de trésorerie, une avance, et le Maire doit réunir son Conseil Municipal pour ce faire; cependant, pour ne pas avoir de nouveau le problème rencontré en novembre, il souhaite obtenir l'autorisation pour l'année. Ce sera renouvelé chaque année.

M. SILVA interroge, si d'une façon générale, les conseillers municipaux ont une information sur toutes les décisions prises par le Maire en vertu de ces délégations.

M. LE MAIRE répond par l'affirmative car il se doit de donner lecture des décisions à chaque début de séance. Il conclut en indiquant qu'il ne fait rien tout seul, que c'est le code qui prévoit ainsi les délégations et qu'il ne gère pas seul la Commune.

**Adopté à l'unanimité**

<b>2. <u>DESIGNATION DELEGUES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITE</u></b>
---

**Vu** l'article L5211- 7 et suivants du CGCT,

**Vu** les statuts du Syndicat Intercommunal d'Electricité,

Monsieur LE MAIRE expose qu'il convient de désigner les délégués au sein du S.I.E. réunissant les communes du Cannet des Maures, Taradeau, Le Luc et le Thoronet.

Les délégués (2 titulaires et 2 suppléants) sont élus à la majorité absolue à 2 tours (le troisième étant à la majorité relative).

Une seule candidature ayant été présentée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par LE MAIRE.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

De désigner :

Titulaires	Suppléants
UVERNET Gabriel	PALDACCI-UVERNET Anthony
MARTIN Alain	BERGEZ Danielle

**Adopté à l'unanimité**

### **3. DESIGNATION DELEGUES SYNDICAT INTERCOMMUNAL ADDUCTION DE LA SOURCE D'ENTRAIGUES.**

**Vu** l'article L5211- 7 et suivants du CGCT,

**Vu** les statuts du S.I.A.E.,

Monsieur LE MAIRE expose qu'il convient de désigner les délégués au sein du syndicat intercommunal d'adduction de la source d'Entraigues.

Les délégués (2 titulaires et 2 suppléants) sont élus à la majorité absolue à 2 tours (le troisième étant à la majorité relative).

Une seule candidature ayant été présentée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

#### **DECIDER**

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
MARTIN Alain	SCHLICHTER Danièle
PELLERIN Annick	ZAMORA Jean-Luc

M. SILVA souhaite connaître le montant payé dans le cadre du SIAE.

M. MARTIN répond que la Commune paie au prorata du débit autorisé soit 11 litres par seconde.

M. LE MAIRE explique que le Thoronet adhère depuis longtemps à ce syndicat et indique que la Commune a la possibilité d'utiliser la source d'Entraigues lorsque la Commune en connaît le besoin, ce qui est rare. M. LE MAIRE s'engage à délivrer le montant de participation au SIAE lors de la prochaine séance.

#### **Adopté à l'unanimité**

### **4. DESIGNATION DELEGUES CUMA FORESTIERE**

**Vu** l'article L5211- 7 et suivants du CGCT,

**Vu** l'article 21 des statuts de la CUMA forestière

Monsieur LE MAIRE expose qu'il convient de désigner les délégués au sein de la Cuma forestière, compétente notamment en matière de piste D.F.C.I., d'entretien des pare-feux et trous d'eau.

Les 2 délégués sont élus à la majorité absolue à 2 tours (le troisième étant à la majorité relative).

Une seule candidature ayant été présentée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par LE MAIRE.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

Titulaires
ZAMORA Jean-Luc
LESUEUR Frédéric

**Adopté à l'unanimité**

<b>5. <u>DESIGNATION MEMBRES COMMISSION D'APPELS D'OFFRES</u> <u>(C.A.O.).</u></b>
--

Le Conseil municipal,

**Vu** les articles 22 du code des marchés publics,

**Considérant** qu'à la suite des élections municipales, il convient constituer la commission d'appel d'offres et ce pour la durée du mandat.

**Considérant** qu'outre le Maire, son Président, cette commission est composée de 3 membres titulaires élus par le conseil municipal en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

**Considérant** que l'élection des membres élus de la commission d'appel d'offres doit avoir lieu à bulletin secret et qu'il convient de procéder de même pour l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires.

**Considérant** que l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste sans panachage ni vote préférentiel.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

De procéder à l'élection des trois membres titulaires et des trois membres suppléants de la commission d'appel d'offres, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

Les listes de candidats suivantes ont été présentées par des conseillers municipaux :

M. ZAMORA présente une liste.

M. SILVA, au nom du groupe minoritaire présente une liste.

Le dépouillement est effectué par Mme BERTHIAUX et M. MARTIN.

**Membres titulaires**

Nombre de votants : 19

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 19

Sièges à pourvoir : 3

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : M. ZAMORA	15	2	0	2
Liste 2 : M. SILVA	4	0	1	1

**Proclame** élus les membres titulaires suivants :

ZAMORA Jean-Luc
MARTIN Alain
SILVA Alain

**Membres suppléants**

Nombre de votants : 19

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 19

Sièges à pourvoir : 3

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : M. ZAMORA	15	2	0	2
Liste 2 : M. SILVA	4	0	1	1

**Proclame** élues les membres suppléants suivants :

PELLERIN Annick
TAXI Odile
BERTHIAUX Françoise

**Proclame Président monsieur UVERNET Gabriel, Maire**

**Adopté à l'unanimité**

**6. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DU THORONET : DETERMINATION DU NOMBRE DE MEMBRES ET DESIGNATION.**

**Vu** les articles R 123-7 et suivants du code de l'action sociale et des familles,

Monsieur LE MAIRE rappelle au Conseil municipal que le Centre Communal d'Action Sociale a pour mission : l'instruction des demandes d'aide sociale à

destination des personnes vulnérables et autre public et une action sociale autonome (secours en espèce ou en nature).

Il expose au Conseil municipal que le Conseil d'administration du C.C.A.S. comprend le maire qui en est le Président et en nombre égal au maximum huit membres élus en son sein par le Conseil municipal et huit membres nommés par le maire parmi des non membres du conseil municipal.

Le vote est réalisé au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste, même incomplète. Les sièges sont attribués d'après l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

### **DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : De fixer à 9, le nombre de membres du conseil d'administration du CCAS, président du C.C.A.S. inclus, soit 4 membres du Conseil municipal et 4 autres membres nommés par le Maire.

**ARTICLE SECOND** : De procéder ensuite à l'élection des représentants du conseil municipal au sein du conseil d'administration soit 4.

Deux listes de candidats suivantes ont été présentées par des conseillers municipaux :

Mme BERGEZ présente une liste.

M. SILVA, au nom du groupe minoritaire, présente une liste.

Le dépouillement est effectué par Mme BERTHIAUX et M. MARTIN.

Le dépouillement du vote, qui s'est déroulé au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 19

À déduire (*bulletins blancs et nuls*) : 0

Nombre de suffrages exprimés : 19

Ont obtenu :

Désignation des listes	Nombre de voix obtenues	Nombre de sièges attribués au quotient	Nombre de sièges attribués au plus fort reste
Liste 1 : Mme BERGEZ	15	3	0
Liste 2 : M. SILVA	4	0	1



Ont été proclamées membres du conseil d'administration :  
Mme BERGEZ Danielle  
Mme LAMBERT Eliane  
Mme RONET- YAGUE Delphine  
Mme BERTHIAUX Françoise

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>7. ELECTIONS AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL VAROIS D'AIDE AUX ACHATS DIVERS (SIVAAD)</u></b>
---

**Vu** l'article L 5211-8 du C.G.C.T.,

**Vu** l'article 10 des statuts du SIVAAD,

Monsieur LE MAIRE rappelle que le Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD) a pour objet d'améliorer les conditions de fonctionnement des services de restauration collective organisés par les communes adhérentes et de faciliter les achats des autres services municipaux.

Le Syndicat exerce également des activités de :

- Gestion et suivi des marchés de fournitures
- Etude économique relative aux marchés de fournitures courantes et rédaction des cahiers des charges
- Conseil en matière d'hygiène et d'équilibre alimentaire
- Conseil technique sur la qualité des produits utilisés par les communes
- Assistance en matière d'équipement de cuisines

Conformément à l'article 10 des statuts du SIVAAD, le Conseil Municipal doit désigner deux délégués titulaires et deux suppléants pour représenter la commune au sein du Comité Syndical.

Une seule candidature ayant été présentée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : D'accepter les statuts du Syndicat.

**ARTICLE SECOND** : D'adhérer au Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD).

**ARTICLE TROISIEME** : D'autoriser Monsieur LE MAIRE à signer tout document relatif à cette adhésion. De nommer les délégués suivants pour siéger au sein du Comité Syndical :

Titulaires	Suppléants
TAXI Odile	SCHLICHTER Danièle
PELLERIN Annick	BUISINE Serge

**Adopté à l'unanimité**

**8. ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DU VAR ET DESIGNATION MEMBRES DELEGUES C.A.O. DU S.I.V.A.A.D.**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des Marchés Publics et notamment son article 8,

**Considérant** qu'il est de l'intérêt communal de grouper certaines commandes publiques avec d'autres acheteurs pour obtenir, en raison des volumes commandés, le meilleur rapport qualité / prix auprès des fournisseurs et prestataires de services.

Monsieur LE MAIRE expose que le groupement de commandes permet la coordination et le regroupement des acquisitions d'acheteurs distincts afin de réaliser des économies tout en mutualisant les procédures de passation des marchés, notamment s'agissant des denrées alimentaires de la cantine scolaire.

Il permet à différentes personnes morales de se grouper en vue d'achats afin de pouvoir obtenir des prix bas grâce à des commandes portant sur des quantités importantes. Les membres actuels sont :

Bandol, Besse-sur-Issole, Bormes, Brue Auriac, Callas, Cavalaire, Centre de Gestion du Var, Cogolin, Evenos, Fayence, Flassans, Figanières, Gassin, La Cadière, La Croix Valmer, La Farlède, La Garde Freinet, La Londe-les-Maures, La Roquebrussanne, La Valette, Le Beausset, Le Cannet des Maures, Le Lavandou, Le Pradet, Le Rayol-Canadel, Le Revest-les-eaux, Le Val, Le Thoronet, Mazaugues, Montferrat, Nans-les-Pins, Ollioules, Pignans, Pierrefeu, Puget-Ville, Ramatuelle, Rians, Saint-Cyr-sur-Mer, Saint-Mandrier-sur-Mer, Saint Maximin, Saint Tropez, Saint Zacharie, Six-Fours-les-Plages, Solliès-Pont, Solliès-Toucas, Solliès-Ville, Tourettes, Tourves, Vidauban, Le Syndicat Intercommunal d'Aide aux Achats Divers, Le Syndicat des Etablissements Scolaires de Saint Maximin, Syndicat mixte de la zone du Verdon, <sup>1</sup>EHPAD de Cotignac, EHPAD de Cuers, EHPAD de Pignans. En raison des volumes commandés, les fournisseurs sont amenés à être particulièrement attentifs à la qualité des prestations assurées et des marchandises livrées.

Le recours au Groupement permet en outre la transparence des procédures et la sauvegarde des intérêts des différentes parties prenantes.

Une seule candidature ayant été présentée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter les termes de la convention constitutive du Groupement de commandes des collectivités territoriales du Var.

**ARTICLE SECOND** : D'habiliter Monsieur LE MAIRE à signer la convention ainsi que tout document y afférent.

**ARTICLE TROISIEME** : De désigner PELLERIN Annick, membre de la CAO de la commune, en tant que membre titulaire de la CAO du groupement de commandes.

**ARTICLE QUATRIEME** : De désigner TAXI Odile, membre de la CAO de la commune, en tant que membre suppléant de la CAO du groupement de commandes.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>9. INDEMNITE DE FONCTION DES ELUS (MAIRE / ADJOINTS AU MAIRE / CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES)</u></b>
---

**Vu** le Code électoral,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, dite loi de proximité,

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales notamment ses articles L 2123-20-1, L 2123-23, L 2123-24, L 2123-24-1, L 2122-18 et L2122-20.

Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint expose au Conseil municipal que l'article L 2123-20-1 du Code Général Des Collectivités Territoriales impose lorsque le conseil municipal est renouvelé, que la délibération fixant les indemnités de ses membres, intervienne dans les trois mois suivant son installation.

Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint expose que les indemnités maximales sont fixées en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale (indice brut 1015).

Ce pourcentage peut atteindre pour le Maire au vu de la strate de la population, le chiffre de 43 % de l'indice et les adjoints délégués le chiffre de 16,5 % de ce même indice.

Monsieur LE MAIRE expose que chaque adjoint désigné par le Conseil municipal en séance du 29 mars 2014 a reçu une délégation de fonction et de signature. Ainsi, outre les adjoints, deux conseillers municipaux ont également reçu des délégations par arrêtés rendus exécutoires.

Monsieur LE MAIRE propose donc au Conseil municipal de fixer les différentes indemnités du maire, des adjoints délégués et des conseillers municipaux délégués considérant que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints ne doit pas être dépassé.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : D'accorder au maire de la Commune du Thoronet, Monsieur UVERNET Gabriel, une indemnité mensuelle égale à 40,16 % de l'indice brut 1015.

**ARTICLE SECOND** : D'accorder à chacun des adjoints délégués au Maire de la Commune du Thoronet :

M. BUISINE Serge, Premier adjoint,  
Mme DIETRICH-WEISS Elisabeth, Deuxième adjointe,  
M. MARTIN Alain, Troisième adjoint,  
Mme PELLERIN Annick, Quatrième adjointe,  
Mme BERGEZ Danielle, Cinquième adjointe,  
une indemnité mensuelle égale à 14,71 % de l'indice brut 1015.

**ARTICLE TROISIEME** : D'accorder à chacun des conseillers municipaux délégués au maire de la Commune du Thoronet, Monsieur ZAMORA Jean-Luc et Mme TAXI Odile une indemnité mensuelle égale à 5,89 % de l'indice brut 1015.

**ARTICLE QUATRIEME** : Que l'article premier de la présente délibération prendra effet de manière rétroactive à compter du 29 mars 2014, date de l'élection du Maire.

**ARTICLE CINQUIEME** : Que l'article second et troisième de la présente délibération prendra effet de manière rétroactive à compter du 8 avril 2014, date du caractère exécutoire des arrêtés de délégations aux adjoints au Maire et aux conseillers municipaux délégués du Maire.

**ARTICLE SIXIEME** : De transmettre au contrôle de légalité, outre la présente délibération, le tableau annexe récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées à ses membres.

**Adopté à l'unanimité**

<b>10. <u>FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE</u></b>
--

**Vu** le Code électoral,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, dite loi de proximité,

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales notamment son article L 2123-19,

Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint expose au Conseil municipal que l'article L 2123-19 du Code Général Des Collectivités Territoriales prévoit que le conseil municipal, peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au maire pour frais de représentation.

Ces indemnités s'analysent comme des allocations destinés à couvrir les frais inhérents à la fonction de maire et dans l'intérêt des affaires de la Commune.

Monsieur BUISINE Serge, indique qu'en 2008, le montant des frais de représentation s'élevait à 200 € par mois.

Monsieur LE MAIRE indique que malgré le travail supplémentaire et l'augmentation sans cesse des frais de déplacement et de représentation, il souhaite maintenir à 200€.

Après un tour de table au cours duquel certains élus font part de leur volonté de modifier le montant, le Maire quitte la séance à 19h.

M. BUISINE demande une indemnité supérieure à 2008, liée aux frais et propose 300 €, il en est de même pour M. LESUEUR et Mme RONET-YAGUE qui relève l'implication toujours constante d'un premier Magistrat.

M. MARTIN explique qu'il a souvent accompagné le Maire dans des réunions, que ce dernier se rend chaque semaine en sous-préfecture et ailleurs pour représenter la Commune, donc 300 € c'est largement mérité.

Mme DIETRICH-WEISS acquiesce la proposition de M. MARTIN et confirme que c'est lui qui paie les frais de transport, avec sa voiture personnelle.

M. ZAMORA donne son avis sur le fait qu'il vaut mieux 300 € plutôt que le remboursement des frais réels.

M. BOISBOURDIN indique que sans voiture de fonction, ni remboursement des frais réels, 200 € c'est très peu.

Mesdames BERTHIAUX et GUILBERT s'abstiennent.

M. SILVA se prononce lui-même contre, ainsi qu'au nom de son pouvoir. Il explique que cette indemnité n'est pas obligatoire, il était favorable à voter les taux maximum d'indemnité lors de la délibération précédente considérant que la fonction de Maire, d'Adjoint, de Conseiller Municipal délégué, cela prend du temps, c'est difficile, le vote au maximum ne le choque pas.

Pour les frais de représentation, certaines Communes ne donnent pas cette indemnité au Maire ; en plus il cumule ou va cumuler des postes et donc pour lui c'est suffisant, ce qui justifie son vote.

M. PALDACCI-UVERNET s'étonne de l'absence de remboursement au réel des frais de déplacement, car ils sont réalisés dans l'intérêt de tous.

Mme TAXI, Mme BERGEZ, Mme PELLERIN rejoignent le discours exprimé par la majorité du conseil, soit l'augmentation à 300 €.

M. BUISINE met au vote.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de  
DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : D'attribuer à Monsieur Gabriel UVERNET, Maire du Thoronet, des frais de représentation pour un montant mensuel de 300 euros.

**ARTICLE SECOND** : Que cette délibération prend effet de manière rétroactive à compter du 29 mars 2014, date de l'élection du Maire.

**Adopté à la majorité des voix exprimées**

Deux abstentions : Mme BERTHIAUX et Mme GUILBERT.  
Deux contre : M. SILVA et son pouvoir (M. GARCIA)

Monsieur LE MAIRE réintègre la salle à 19h10.

<b>11. <u>OUVERTURE DES SERVICES ADMINISTRATIFS SAMEDI MATIN</u></b>
--

**Sur rapport de Monsieur LE MAIRE, exposant :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**Considérant** que la Commune souhaite ouvrir l'accueil de la Mairie le samedi matin de 9h00 à 12h00 afin de permettre aux administrés de se rendre en Mairie pour traiter les différents dossiers état civil, affaires générales...et dans le cadre de la mise en œuvre du principe d'adaptabilité du service local.

**Considérant** qu'il est proposé à l'agent d'accueil de venir le samedi matin qui se fera remplacer, si besoin, par d'autres collègues,

**Vu** les crédits inscrits au budget,

M. LE MAIRE précise que les fonctionnaires sont gérés par le Centre de Gestion, le Comité technique donnera son avis avant la mise en œuvre de la délibération.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE UNIQUE** : D'acter, **à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014**, le principe d'ouverture des services administratifs le samedi matin de 9 h 00 à 12 h 00, sous réserve de l'avis favorable du Comité Technique (session 26/05/2014).

**Adopté à l'unanimité**

<p><b>12. <u>CONVENTION DE REDEVANCE SPECIALE POUR L'ELIMINATION DES DECHETS ASSIMILES AUX DECHETS MENAGERS.</u></b></p>
--

Monsieur MARTIN expose que le Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation d'assurer l'élimination des déchets ménagers et assimilés et d'instaurer le paiement de la Redevance spéciale pour l'élimination des déchets assimilés.

Ainsi, la Communauté de Communes Cœur du Var assure la collecte, l'évacuation des déchets.

En outre, le volume est estimé conjointement par la Communauté de Communes Cœur du Var et la Commune.

Désormais, tout professionnel établissement public, produisant plus de 1320 litres de déchets par semaine qui bénéficie du service de collecte devra s'acquitter de la Redevance Spéciale.

Elle est calculée en fonction du volume collecté annuellement.

M. LE MAIRE expose que c'est la Communauté de Communes Cœur du Var qui l'applique pour les entreprises telles que les centres commerciaux puis à la majorité le Conseil Communautaire a décidé que cela sera appliqué aux hôpitaux, écoles, mairies. Il a voté contre mais c'est la majorité qui l'a emporté.

En outre, s'il revient à la Commune de payer pour le centre d'hébergement, le remboursement sera alors demandé.

Enfin, le montant de la redevance sera déduit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, incluse dans le foncier.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

**DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure la Convention de redevance spéciale pour l'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers.

**ARTICLE SECOND** : Charge Monsieur LE MAIRE de représenter la Commune et prendre toute mesure pour la mise en application de l'article 1.

**Adopté à l'unanimité**

### **13. CHARTE D'ENGAGEMENT ET DE PARTENARIAT AVEC LA POSTE**

Monsieur BUISINE rappelle au Conseil Municipal une démarche initiée dès le mandat précédent soit la numérotation systématique des habitations (avec distribution gratuite des plaques aux Thoronéens) et dénomination des voiries.

Il s'agit d'une action d'intérêt général forte car elle permet aux services de secours de se rendre plus vite auprès des personnes et biens en danger.

Il convient à présent de poursuivre une action commune avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.), les services postaux et les services de la Direction Départementale des Finances publiques du Var.

Lecture est donnée de la charte.

Monsieur LE MAIRE indique que la Commune a commencé depuis deux ans, c'est difficile à faire mais on poursuit.

**Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de**

#### **DECIDER**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure la Charte d'engagement et de partenariat avec la Poste.

**ARTICLE SECOND** : Charge Monsieur LE MAIRE de représenter la Commune et prendre toute mesure pour la mise en application de l'article 1.

**Adopté à l'unanimité**

### **INFORMATIONS DIVERSES**

#### **Par Monsieur LE MAIRE :**

- Félicitations adressées au Maire pour sa réélection.  
(M. le Préfet, M. le Député AUDIBERT-TROIN, Messieurs Hubert FALCO, Jacques BIANCHI, Paul DENIS, Christian SIMON, Le Colonel Pierre de VILLENEUVE, les Officiers et les sous-officiers, les sapeurs sauveteurs et le personnel civil du 7<sup>ème</sup> Régiment de la Sécurité Civile de Brignoles lui apportent leur soutien).
- M. LE MAIRE a le regret d'informer de la suppression d'un poste au sein de l'Ecole Lucie Aubrac. Il attend de tous une grande mobilisation pour que soit révisée cette position de l'Académie de Nice. Il manque 20 enfants.



- Lecture du courrier de Mme PEYRE sollicitant la mise en place d'une réglementation soit 50 km/h sur la route du Villard.  
Cette proposition n'aura pas d'effet sur les chauffards non respectueux des limitations de vitesse.
- Lecture pour information de l'arrêté portant délégations de signature et de fonction aux Adjointes au Maire.
- Lecture pour information de l'arrêté portant délégations de signature et de fonction à deux Conseillers Municipaux.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.**

**La secrétaire de séance**

**Mme DIETRICH-WEISS Elisabeth**